

Agenda politique

Forums sur l'égalité des générations (FEM)

Mouvements féministes et leadership AC

Recommandations conjointes de l'Alliance MenEngage pour les dirigeants de la coalition d'action

Raisonnement

Reconnaître et soutenir les mouvements féministes

Ces dernières années, on a assisté à une résurgence de la mobilisation des mouvements et une montée en puissance de leur voix et de leur visibilité. De l'activisme climatique des jeunes aux manifestations MeToo/Ni Una Menos, en passant par le mouvement Black Lives Matter, on assiste à un regain d'énergie politique « provenant de la base », qui reflète une **profonde contestation féministe intersectionnelle du statu quo.**

Comme les commentateurs l'ont récemment noté, le mouvement de grève féministe, qui a débuté en Pologne en octobre 2016, lorsque plus de cent mille femmes ont organisé des débrayages et des marches pour s'opposer à l'interdiction de l'avortement dans ce pays, a été au cœur de ce défi. Comme Arruzza et al, auteurs du livre *Féminisme pour les 99% : A Manifesto*, l'ont précisé en 2018:«^[1] **Ces deux dernières années, ses slogans ont résonné dans le monde entier : Nosotras Paramos, We Strike, Vivas Nos Queremos, Ni Una Menos, Féminisme pour les 99%. D'abord une ondulation, puis une vague, elle est devenue un phénomène mondial** ».

Cette résurgence de l'activisme féministe intersectionnel s'est essentiellement concentrée sur les relations et les infrastructures de soins collectifs et de solidarité sociale, dont la pandémie de COVID-19 a si clairement mis en évidence la fragilisation par l'économie politique néolibérale mondiale.

Réaction et réponse

Les processus intergouvernementaux tels que l'initiative Génération Égalité parrainée par l'ONU, les conférences des Nations Unies sur les changements climatiques, le cadre de l'Agenda 2030 et des ODD, le Programme d'action de Beijing et le processus de la CEDEF fournissent tous une architecture au sein de laquelle donner une voix et une visibilité aux demandes de transformation politique. Mais la pression pour une telle transformation doit être maintenue. **Pendant de nombreuses années, ces processus et espaces intergouvernementaux ont également été le théâtre de réactions patriarcales, une réaction qui s'est intensifiée ces dernières années.**

Comme les chercheurs l'ont récemment noté, « la mobilisation [a]ntiféministe prend de l'ampleur au sein des Nations unies », réunissant un éventail de forces diverses autour de « l'objectif de restaurer la "famille naturelle" et de faire obstacle à "l'idéologie du genre" ». ^[2] **La nécessité de contrer ces « valeurs familiales » régressives et les politiques antiféministes qu'elles soutiennent se fait pressante ; Cupač et Ebetürk préviennent que**

¹ Arruzza, Cinzia, Tithi Bhattacharya et Nancy Fraser. 2018. «Notes pour un manifeste féministe». *New Left Review* 114 (novembre-décembre): 113-34. p115

² Cupač, Jelena et Irem Ebetürk. 2020. «Le personnel est politique mondiale: la réaction antiféministe aux Nations Unies». *The British Journal of Politics and International Relations* 22 (4): 1-13. p1

nous sommes « face à un groupe qui a le potentiel de modifier non seulement le cours mondial des droits des femmes, mais aussi la façon dont la politique est faite au sein de l'ONU ». [33]

Les applications politiques d'un discours sur les valeurs familiales traditionnelles sont également visibles dans l'ethnonationalisme croissant dans de nombreuses régions du monde. Les appels à protéger la nation en tant que famille s'appuient souvent sur des récits racialisés et des images de l'Autre homme sexuellement violent. L'établissement de partenariats plus solides avec les mouvements antiracistes, les luttes des peuples indigènes et les organisations de défense des droits des immigrants et des réfugiés, afin de lutter contre cette utilisation des masculinités racialisées, est une priorité urgente pour ceux qui travaillent avec les hommes et les garçons pour transformer les masculinités patriarcales.

En outre, le rétrécissement des espaces et la diminution des ressources de la société civile ont augmenté ces dernières années. Cela empêche les OSC et les groupes féministes et SOGIESC de s'acquitter de leur fonction essentielle de surveillance des actions de l'État. Il y a également une criminalisation accrue de la dissidence, les défenseurs des droits humains des femmes, [4] les militants LGBTQIA, les militants [5] SDSR et leurs organisations étant soumis à des attaques ciblées [6] et ayant vu leur accès au financement direct diminuer.

En réponse, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des structures et processus politiques formels, les mouvements féministes s'organisent autour d'une vision transformatrice de la justice de genre, fondée sur des engagements en faveur de la justice sociale, de la sécurité humaine et de la transformation économique et politique. De plus en plus, comme le notent Arruzza et al., Cette résurgence féministe s'associe « à d'autres mouvements anticapitalistes à travers le monde - aux mouvements et syndicats écologistes, antiracistes, anti-impérialistes et LGBTQ +, et surtout à leurs syndicats anticapitalistes. courants ». [7]

Travail éclairé par les féministes avec des hommes et des garçons

Il est impératif de centrer ce travail avec les hommes et les garçons découle et doit honorer le travail de pionnier et le leadership continu des organisations de défense des droits des femmes et des mouvements féministes. Ces efforts pour impliquer les hommes et les garçons ont été soutenus par des organisations locales de défense des droits des femmes, qui mènent un travail communautaire de transformation du genre. Ce travail avec les hommes et les garçons doit toujours s'appuyer sur l'héritage précieux de la vision et de l'analyse féministes, qui inclut de placer l'élimination des inégalités de privilèges et de pouvoir qui résultent du patriarcat au centre.

La responsabilité envers les mouvements de défense des droits des femmes, féministes, SDSR et LGBTQIA + - et envers les mouvements pour la justice pour d'autres groupes historiquement opprimés - doit être essentielle pour travailler avec les hommes et les garçons et les organisations qui travaillent sur ces efforts. Il doit se concentrer sur l'adhésion en tant qu'alliés et en partenariat avec d'autres activistes, organisations, réseaux

³ Ibid. p1

⁴ HCDH (2010), Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, 16e session du Conseil des droits de l'homme

⁵ HCDH (2015), Rapport annuel du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général, [Suivi et mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action](#) de Vienne, Conseil des droits de l'homme Vingt-neuvième session, 4 mai 2015

⁶ Section des droits des femmes et de l'égalité des sexes, HCDH (2014), One Pager [the Situation of Women Human Rights Defenders](#)

⁷ Ibid. p133

et mouvements afin d'ajouter de la valeur aux luttes en cours pour l'autonomie, l'autonomisation, l'égalité et les droits des femmes. Dans un contexte de réaction patriarcale intensifiée et de conservatisme de genre renouvelé dans de nombreux pays, pour parvenir à un changement significatif, il faut que les organisations progressistes se rassemblent dans un mouvement pour le changement social. C'est la force collective et la vitalité des mouvements qui peuvent changer les lois, les politiques et les normes.

L'engagement des hommes et des garçons pour parvenir à l'égalité des sexes est passé d'une proposition innovante à ce qui est maintenant compris comme une stratégie intégrale nécessaire. Ces derniers temps, le travail avec les hommes et les garçons a suscité un intérêt considérable dans les mécanismes et discours politiques internationaux. Au niveau national, on constate une augmentation des politiques qui se concentrent sur, ou intègrent, la stratégie d'engagement des hommes et des garçons pour faire progresser les droits humains des femmes, des filles, des personnes non binaires et des personnes homosexuelles.

Bien exécutées, les stratégies qui engagent les hommes et les garçons peuvent créer des opportunités d'alliance percutante où les privilèges que détiennent les hommes et les garçons cisgenres sont nommés et le patriarcat sous toutes ses formes est remis en question, ouvrant la voie à la transformation de genre. Alternativement, ces stratégies peuvent ne pas centrer les personnes les plus touchées par l'inégalité entre les sexes, ce qui peut causer un préjudice réel.

Résultats pour améliorer les politiques sur les hommes et les masculinités

Dans le contexte de la montée du populisme de droite et des réactions contre les droits humains des femmes, des personnes non binaires et des homosexuels, **il est plus important que jamais de procéder à un examen critique des stratégies d'implication des hommes afin de mieux évaluer si ces efforts sont bénéfiques ou nuisibles.** Un examen récent de 10 politiques nationales qui engagent les hommes et les garçons pour un changement transformateur de genre [par MenEngage Alliance, à paraître] évalue et conclut que:

- **Aucune politique examinée n'a démontré des pratiques qui étaient constamment alignées sur les approches féministes et fondées sur les droits de l'homme à chaque étape** du processus politique. Au contraire, de nombreux gouvernements ont adopté des éléments de chaque approche à des degrés divers, certains plus significatifs que d'autres.
- Presque tous les gouvernements se sont engagés à impliquer les **parties prenantes** dans au moins un aspect de leur élaboration des politiques et, ce faisant, ont créé des opportunités pour la participation de la société civile. **Le succès de la facilitation de la participation d'un large éventail de parties prenantes variait considérablement.** Dans certains cas plus concluants, des consultations ont été organisées avec des femmes rurales, des femmes d'origine africaine, des femmes transgenres, des lesbiennes, des femmes indigènes, des adolescentes et des jeunes femmes, des femmes handicapées, des femmes séropositives et des travailleuses du sexe. Selon les parties prenantes, cela a contribué directement à des propositions de politiques solides et intersectionnelles. Dans d'autres cas, la participation des parties prenantes a été le résultat d'un plaidoyer ou a été facilitée par un soutien extérieur : par exemple, ce n'est qu'après avoir été confronté à une pression soutenue de la part de la société civile ou à un soutien technique et financier de la part du système des Nations unies qu'il a été utile de garantir la tenue de consultations au niveau communautaire.

- **L'exclusion des groupes et organisations LGBTQI des processus d'élaboration des politiques était extrêmement courante**, en raison de la criminalisation et d'autres formes de discrimination, et des préoccupations subséquentes selon lesquelles l'inclusion de questions affectant les droits des personnes LGBTQI empêcherait l'adoption de politiques communément citées, ainsi que un manque de compréhension du fait que les personnes non binaires et queer sont les principales parties prenantes affectées par l'inégalité entre les sexes.
- **Les gouvernements ont utilisé un large éventail d'approches et de stratégies pour lutter contre les inégalités entre les sexes dans leurs pays. Nombre de stratégies s'attaquent aux déséquilibres de pouvoir et remettent en question les normes et comportements néfastes qui alimentent l'inégalité, la violence et la discrimination.** Certaines stratégies ont intégré la participation des hommes par le biais de l'éducation sexuelle. L'inclusion de l'éducation sexuelle en tant que stratégie politique clé a créé d'importantes opportunités pour perturber les normes sexospécifiques néfastes, ou a en outre ouvert un espace pour travailler en faveur des droits sexuels et de la citoyenneté, ainsi que de la coresponsabilité.
- **Dans certains cas, les tactiques de changement de genre et de régression font partie de la même politique.** Dans un pays, par exemple, la politique met l'accent sur les changements d'attitude, la promotion de relations positives entre les sexes et l'engagement des hommes dans la dénonciation de la violence sexuelle et sexiste, mais pour adopter la politique, une analyse critique des masculinités a été exclue, et la politique s'abstient de déclarer que les lois criminalisant l'activité sexuelle entre personnes du même sexe devraient être abrogées, et que le viol conjugal devrait être criminalisé. Dans d'autres pays, les stratégies incluses dans les politiques ne se concentrent pas du tout sur l'autonomisation des femmes, ou utilisent des stratégies qui diminuent la responsabilité envers les personnes les plus touchées par l'inégalité des sexes et la violence.
- **Les ressources financières limitées et l'opacité** du financement des politiques sur l'égalité des sexes, la violence sexiste ou la santé sexuelle et reproductive constituaient un obstacle important dans de nombreux pays. Dans certains contextes, seuls les budgets proposés et non réels sont régulièrement divulgués, et dans d'autres cas, l'absence de budget spécifique pour la mise en œuvre des politiques inhibe les efforts de mise en œuvre et mine la responsabilité. D'autres fois, le manque de financement pour la mise en œuvre et le suivi des politiques n'est pas simplement dû à des ressources insuffisantes, mais aussi à un manque de volonté politique ou de hiérarchisation des politiques liées au genre.
- La possibilité d'une mise en œuvre et d'un suivi réussis d'une politique reposait souvent, en partie, sur la **disponibilité d'une expertise et de capacités techniques**. Les pratiques prometteuses comprennent le développement d'un cadre de fonctionnaires du gouvernement formés pour mieux comprendre les masculinités nuisibles et positives. Dans d'autres cas, la mise en œuvre et le suivi des politiques ont été grandement entravés par un manque d'expertise et de capacités techniques, par exemple pour développer des activités mesurables et des cadres de suivi et d'évaluation qui empêchent une collecte significative de données et de mesurer les progrès vers la réalisation des objectifs politiques.

- **Un suivi et une évaluation rigoureux des politiques** sont d'une importance cruciale pour mesurer les progrès vers les objectifs, ajuster les interventions selon les besoins et garantir la responsabilité; cependant, de nombreux pays ont obtenu de mauvais résultats à cet égard.

Autres tactiques

- Un engagement fort est nécessaire pour garantir que les politiques et pratiques visant à impliquer les hommes et les garçons ne marginalisent pas les initiatives dirigées par des femmes et axées sur les femmes. Cela inclut de ne pas supprimer les financements et autres ressources, telles que la visibilité et les espaces d'engagement, qui se réduisent de plus en plus pour la société civile, en particulier pour les droits des femmes et les groupes féministes.
- La solidarité et un partenariat significatif de la part de ceux qui travaillent avec les hommes et les garçons sur la transformation des masculinités patriarcales sont essentiels, car les organisations féministes et LGBTQIA + sont confrontées à une période de contrecoup énorme dans les espaces politiques nationaux et régionaux, les efforts de renforcement des mouvements.
- Alors que de plus en plus de parties prenantes s'engagent à travailler avec des hommes et des garçons, la nécessité de travailler ensemble de manière stratégique pour s'assurer que ce travail respecte les cadres des droits humains des femmes et les agendas politiques féministes intersectionnels est cruciale. Le risque que les initiatives qui travaillent avec les hommes et les garçons ne soient ni féministes, ni transformatrices de genre, ni fondées sur les droits de l'homme, ni politiquement orientées, existe.
- Par conséquent, les politiques ciblées sur les hommes et les garçons doivent être de nature transformatrice de genre et éclairées par des approches féministes. Ils doivent être conscients des relations de pouvoir entre les sexes et éviter de renforcer le pouvoir et les privilèges masculins. Selon les connaissances récentes,^[8] il est essentiel que le travail avec les hommes et les garçons soit effectué de manière critique et aborde de manière holistique la question du pouvoir et des privilèges masculins dans le cadre du processus de transformation.

⁸ Rapport du HCDH: Examen des pratiques prometteuses et des enseignements tirés, des stratégies existantes et des initiatives des Nations Unies et autres visant à faire participer les hommes et les garçons à la promotion et à la réalisation de l'égalité des sexes, dans le contexte de l'élimination de la violence à l'égard des femmes